

# Quand Rudy répond à Rudi

## ENSEIGNEMENT La sortie de Rudi Vervoort n'est pas passée inaperçue

► Le président de la FWB réagit.  
► Pour Rudy Demotte, le discours de Vervoort sur un financement différencié de l'enseignement à Bruxelles est hors de propos.

Un Pacte « bruxellois » pour un enseignement d'excellence... La sortie de Rudi Vervoort (*Le Soir* de mercredi) n'est pas passée inaperçue dans le petit monde de l'enseignement. Pas plus que dans sa propre famille politique. Il n'a pas fallu une demi-journée pour que le Premier francophone - Rudy Demotte, patron de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) - vienne rappeler, dans une carte blanche adressée au *Soir*, combien cette prise de position était, et hors timing, et néfaste pour la solidarité intra-francophone.

Pour mémoire, Rudi Vervoort a, mardi après-midi, dressé un tableau peu reluisant de l'enseignement dans la capitale. « Bruxelles est un miroir grossissant de tous les maux de notre enseigne-

ment », assurait-il, plaidant ensuite pour « penser cette politique de manière bruxello-bruxelloise ». Conscient qu'il est aujourd'hui impossible - politiquement - de régionaliser l'enseignement, il proposait un traitement différencié pour la capitale, rêvant au passage d'un « Pacte bruxellois pour un enseignement d'excellence ».

### A Ellezelles ou Schaerbeek

Avec d'ailleurs des éléments concrets : abaissement de l'âge d'obligation scolaire à 3 ans, allongement du tronc commun, apprentissage précoce des langues, 15 élèves par classe dans les quartiers fragilisés, gratuité totale... Avec quel argent ? Celui que l'on trouverait dans un processus de financement différencié en faveur de Bruxelles.

C'est peu dire que Rudy Demotte en a avalé son café de travers. Dans une carte blanche, il tacle poliment mais joliment le camarade Vervoort. « Il est frappant de constater que ses propositions font toutes partie du Pacte pour un enseignement d'excellence », lance-t-il. « Ce n'est pas étonnant ! Car ces priorités, adoptées par le gouvernement de

la Fédération Wallonie-Bruxelles, ont été proposées par les acteurs de l'enseignement wallons et bruxellois ». Par contre, souligne-t-il, « pas une seule fois au cours des discussions qui ont abouti à la rédaction du Pacte, ces acteurs wallons et bruxellois francophones n'ont évoqué, souhaité, exigé la nécessité d'une gestion distincte de l'enseignement, selon que l'on se trouve à Ellezelles ou Schaerbeek, à Liège ou Uccle, à Farciennes ou Evere... Les différences et les points communs en matière d'enseignement ne s'arrêtent pas tout net à la frontière entre la Wallonie et Bruxelles. La réalité est évidemment plus complexe, et peut varier d'un bassin à l'autre, d'une commune à l'autre, voire d'un quartier à l'autre. »

La leçon se fait ensuite plus piquante : « Je voudrais vraiment attirer l'attention sur le danger des discours qui pourraient faire penser à certains de nos concitoyens qu'ils ne reçoivent pas ce à quoi ils ont droit parce que d'autres, habitant dans d'autres régions, ou d'autres sous-régions, recevraient trop et de manière peut-être moins légitime (...). Nous savons tous où mènent ces discours. » ■

ERIC BURGRAFF

### I-PACT RÉAGIT

#### « Co-déconstruction »

I-Pact, un collectif de professeurs critiques sur le Pacte d'excellence a aussi réagi aux

propos de Vervoort. Il constate qu'après le discours officiel appelant à une co-construction du Pacte, « c'est désormais la co-déconstruction qui est à l'ordre du jour ». Il note que le « ministre-pré-

sident bruxellois rejoint le camp des sceptiques ». Et interroge : « Les partenaires socialistes du gouvernement soutiennent-ils toujours le Pacte ou sont-ils sur la même ligne que M. Vervoort ? »

Avant de planter une flèche dans ce début de faille : « Le PS soutient-il toujours le pacte ou laisse-t-il le partenaire CDH affronter seul la contestation grandissante ? »